

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN FRANCE

La gauche se fera-t-elle voler sa victoire ?

Fabien Grasser

Le Nouveau Front populaire a gagné d'une courte tête les législatives françaises anticipées. En toute logique, il devrait être appelé à gouverner, mais Emmanuel Macron et la droite ne l'entendent pas de cette oreille et veulent l'empêcher d'accéder à Matignon pour appliquer son programme de justice sociale. Le RN de Marine Le Pen, perdant du scrutin, est en embuscade en vue de la présidentielle de 2027.

En un mois, une grande partie du monde politique et médiatique français a basculé dans une autre dimension : celle des vérités alternatives, des fake news et des insultes sans limite. La campagne éclair des législatives anticipées, convoquées par Emmanuel Macron après sa cuisante défaite aux européennes, a été d'une violence sans précédent. Alors que plus de dix millions de Français-es ont apporté leurs suffrages à l'extrême droite, la parole et les actes racistes se sont libérés dans l'espace public. Des groupuscules d'extrême droite ont

lancé des chasses aux « immigrés » et aux « gauchistes », comme à Lyon ou à Nancy.

La première victime de cette « trumpisation » des esprits est la gauche unie au sein du Nouveau Front populaire (NFP). Derrière la gâchette, on trouve aussi bien la droite macroniste que les Républicains, et bien sûr le Rassemblement national du clan Le Pen. Les chaînes de télé, de radio et les journaux aux mains du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré ont suscité et attisé un climat de division et de haine. Une bonne partie des médias mainstream ont été entraînés dans cette surenchère, visant à banaliser le racisme et des visions profondément réactionnaires.

Accusation des plus infamantes, le NFP s'est vu affubler du qualificatif « d'extrême gauche antisémite », en raison du refus de La France insoumise (LFI) de considérer le Hamas comme une organisation terroriste et pour son soutien aux civils de Gaza, après les attentats meurtriers commis par le mouvement islamiste en Israël,

le 7 octobre dernier. Chacun est évidemment libre de marquer son désaccord avec la position de LFI, mais aussi des écologistes, sur ce sujet. Leur positionnement peut-il pour autant être qualifié d'antisémite ? Face au torrent de mensonges et de manipulations qui ont marqué la campagne, il demeure les faits.

L'antisémitisme, en France, est un délit condamné par la loi. Le compte des condamnations pour antisémitisme de membres de LFI est rapide : il n'y en a aucune. Le RN ne peut évidemment pas en dire autant, à commencer par les deux condamnations du patriarche Jean-Marie Le Pen pour ses propos sur les chambres à gaz – « détail de l'histoire » – et sur l'ancien ministre socialiste Michel Durafour, qu'il vouait au « crématoire ». Tout au long de ces cinq semaines de campagne, les adversaires politiques du RN, mais aussi des médias, comme « Libération » et Médiapart, ont fouillé dans les déclarations passées et présentes des candidat-es du parti d'extrême droite. Le résultat est sans appel : une centaine de candidat-es du RN ont été épinglées pour des propos racistes et antisémites. Exemple parmi d'autres, Joseph Martin, candidat dans le Morbihan, estimait en 2018 que « le gaz a rendu justice aux victimes de Shoah ». Le RN a malgré tout maintenu sa candidature, mais Joseph Martin a été très largement battu au second tour, pour lequel il s'était toutefois qualifié face à une candidate Ensemble, le camp présidentiel.

Ligne rouge pour le « camp bourgeois »

S'il était difficile pour les médias dominants, même les plus complaisants avec le RN, de passer ces déra-

Au Benelux, le candidat de Macron réélu sur le fil

Le député Renaissance Pieyre-Alexandre Anglade conserve son siège dans la quatrième circonscription des Français-es de l'étranger, qui regroupe les trois pays du Benelux. Alors qu'un peu moins de la moitié des inscrit-es dans la circonscription ont participé au vote, le candidat macroniste s'impose d'une très courte tête en obtenant 50,24 % des suffrages contre 49,76 % pour la candidate du Nouveau Front populaire, la socialiste Cécilia Gondard, soit 359 petites voix d'avance. À l'issue du premier tour, la réélection du candidat macroniste semblait pourtant hypothétique, sa concurrente de gauche le devançant alors de deux points, avec de confortables avances dans les bureaux de vote de Bruxelles et Amsterdam. Seul celui de Luxembourg avait alors placé Pieyre-Alexandre An-

glade en tête du scrutin. Et c'est encore le bureau de Luxembourg qui a fait basculer l'élection au second tour, puisqu'il y a recueilli plus de 66 % des voix alors qu'il était devancé à Bruxelles et à Amsterdam, où Cécilia Gondard récoltait 55 % des suffrages. Au cours de la campagne électorale éclair de ce mois de juin, la candidate de gauche avait tenu deux meetings à Luxembourg pour trouver l'adhésion d'une communauté française dont une partie significative occupe des emplois dans le business et la finance. Comme en 2017 et en 2022, les résident-es de nationalité française ont apporté leurs suffrages au candidat qui, à leurs yeux, représente le mieux leurs intérêts particuliers.



Un graffiti de soutien au Nouveau Front populaire dans une rue de Paris, en juin 2024.

pages sous silence, à aucun moment ils n'ont qualifié le parti à la flamme d'antisémite. Ils ont laissé Jordan Bardella dérouler tranquillement son argumentaire sur les « brebis galeuses » ayant échappé à la vigilance des cadres du parti. Et il a fallu attendre le lendemain du second tour, le 1er juillet, pour qu'Emmanuel Macron, en bon pompier pyromane, change brusquement de position et rappelle le danger que constituent le RN et son fonds de commerce fascisant.

De quoi l'accusation d'antisémitisme contre la gauche est-elle dès lors le nom ? « La détestation surjouée de LFI et de Jean-Luc Mélenchon, avec les accusations d'antisémitisme, vise à empêcher le projet politique d'une gauche de rupture », avance l'économiste Bruno Amable dans une interview à « Libération », consacrée à la « recomposition du camp bourgeois ». La politique dont parle Amable s'incarne dans les grandes lignes du programme commun échaudé en un temps record par le NFP : une rupture avec les politiques néolibérales mises en œuvre de manière plus ou moins rampante depuis plusieurs décennies et qui bénéficient aux grandes entreprises et grandes fortunes, au détriment des salarié·es. Les ambitions du NFP sont une ligne rouge pour le « camp bourgeois », qui y voit une remise en question de l'actuel système capitaliste qui le nourrit.

Plus que d'autres avant lui, Emmanuel Macron a imposé son agenda de régression sociale par la répression féroce des mouvements sociaux et le déni de démocratie avec le recours permanent à l'article 49.3 de la Constitution, pour passer ses réformes en force. Il a aussi désigné comme seul adversaire le RN, ce qui a contribué au

succès de ce dernier, tant le cap politique de Macron est rejeté par une majorité de la population.

Le monde parallèle de Macron

La courte victoire du NFP, qui envoie 182 élu·es à l'Assemblée nationale à l'issue du second tour des législatives, ne change rien à la donne pour ses adversaires. L'effet de surprise de ce résultat, déjouant toutes les prévisions des sondeurs, a été de courte durée. Dès le lendemain du second tour, la macronie et la droite classique, principalement LR, ont commencé à esquisser l'idée d'une coalition dont le seul but est d'empêcher la gauche d'accéder à Matignon. Mais pas plus que cette dernière, cet attelage ne disposera de la majorité absolue de 289 député·es lui permettant de gouverner les mains libres, la macronie n'envoyant que 166 élu·es dans le nouvel hémicycle et la droite 65. La dissolution de l'Assemblée nationale n'a rien « clarifié » du tout, en dépit du propos de Macron pour la justifier. Le paysage politique est scindé en trois blocs de force presque équivalente, un scénario inédit sous la Cinquième République.

Malgré cela, Macron ne veut rien lâcher, s'imaginant toujours en Jupiter, maître du jeu, au mépris des résultats d'un scrutin dont il est, pour la troisième fois consécutive, le grand perdant. Dans une lettre adressée aux Français·es, publiée mercredi 10 juillet par la presse régionale, le président décrète qu'aucun parti ou groupe n'a remporté l'élection. Il y conditionne la nomination d'un premier ministre à un accord de coalition entre tous les partis, à l'exclusion du RN. À croire qu'il vit dans un univers parallèle, alors que son camp est arrivé en se-

conde position, avec une légère avance sur le RN. Mais ces jours-ci, même cette position est fragilisée, tant sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale a hérisé ses propres troupes et alliés, lesquels prennent leur distance avec cet impopulaire président qui vient d'ajouter de la confusion à la confusion.

La rupture avec son ancien premier ministre, Édouard Philippe, tout comme avec son actuel, Gabriel Attal, est consommée. Surtout, de plus en plus de parlementaires Renaissance, représentant l'aile gauche de la macronie, sont tenté·es de voler de leurs propres ailes et rejettent une alliance avec la droite. Compagnon de route du président depuis 2017, le député Sacha Houlié a ainsi annoncé qu'il ne siégera plus avec Renaissance, tandis que l'ancienne première ministre Elisabeth Borne, venue du PS, envisage la création d'un groupe social-démocrate, détaché du parti présidentiel. Plusieurs dizaines d'élus pourraient franchir le pas. Il en va ainsi du député de la première circonscription de Moselle, Belkhir Belhaddad, qui, selon des informations du woxx, « ne veut pas retourner avec Macron », avec lequel il a affiché son profond désaccord sur la loi immigration, qu'il avait refusé de voter.

Pour le Rassemblement national, nulle coalition n'est envisagée avec d'autres partis, Marine Le Pen affirmant lors de son retour à l'Assemblée nationale, mercredi 10 juillet, que la victoire lui a été volée par les arrangements et combines entre Macron et « l'extrême gauche », entendre le NFP. La déclaration est pour le moins cocasse alors que la veille, les médias français révélaient des dîners secrets tenus ces derniers mois entre des barons de la macronie, comme Édouard

Philippe ou le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, et Marine Le Pen ou Jordan Bardella. Côté tambouille, la cheffe du RN se trouve donc mal placée pour s'ériger en donneuse de leçons.

Il n'en demeure pas moins que la gauche court le risque de se voir voler sa victoire par un Emmanuel Macron passé maître dans l'art de tordre les institutions. Si elle veut gouverner, elle devra composer avec d'autres partis ou groupes dans cette nouvelle Assemblée fractionnée. À moins de tomber, à son tour, dans les travers antidémocratiques de Macron en recourant à tout bout de champ au 49.3 ou aux décrets qui permettent de passer en force, ce qu'elle n'a cessé de fustiger ces deux dernières années. Mais il lui faudra aussi éviter la dérive d'une social-démocratie devenue gauche d'accompagnement des politiques néolibérales qui ont mené au déclassement et à la paupérisation d'une part accrue de Français·es. Si elle veut rester crédible et freiner l'ascension continue du RN, la gauche ne pourra se dédire de ses grandes promesses comme l'abrogation de la réforme des retraites ou l'augmentation du smic. L'exercice tiendra d'un numéro de funambule, et toute erreur ou tout manquement sera porté à son débit pour la présidentielle de 2027. Jordan Bardella l'a bien compris : « La vraie campagne commence maintenant », a lancé le leader d'extrême droite à ses troupes fraîchement élues ou réélues, ce mercredi 10 juillet. Rien n'est véritablement joué et les législatives anticipées ne pourraient bien être qu'un simple sursis. Un ultime coup de semonce.